

« Arrêtons d'opposer élèves forts et faibles ! »

L'égalité des chances à l'école. Le titre de la nouvelle étude du groupe de réflexion Itinera, signée du spécialiste Jean Hindriks, assisté par Mattéo Godin. Pas de miracle : l'enseignement francophone est bien l'un des plus inégalitaires d'Europe... Mais, surprise, c'est pire en Flandre. « La mission centrale d'égalité des chances de l'école est en échec », disent les auteurs. « Le changement en appelle à la responsabilité des écoles dans la gestion des élèves forts et faibles. »

> Ne pas opposer les élèves forts et les élèves faibles. « Ces-sons de nous dire que les résultats ne sont pas bons mais que tout va bien comme on le fait si souvent en Belgique ! » Jean Hindriks met d'emblée le doigt là où ça fait mal. « Selon certains, relever les standards de performances pourrait occasionner un décrochage des plus faibles. À l'inverse, vouloir mieux soutenir les plus faibles pourrait retarder les meilleurs élèves et rabaisser le niveau moyen des performances », dit le professeur de l'UCL. « Cette inquiétude n'est pas fondée, car les performances des plus forts et celles des plus faibles vont ensemble ». En relevant les résultats des plus faibles, on leur donnera confiance. Comme dans une course cycliste où tout le monde

pense qu'il peut gagner et l'émulation titillera les plus forts. Au contraire, un élève qui se décourage finit par redoubler et décrocher. »

M. Hindriks fustige la politique du « mauvais bulletin non admis » bien connue lors des inscriptions en secondaire. « Nous avons des écoles parmi les plus inégalitaires des pays de l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques qui regroupe une trentaine de pays, NDLR) : certaines concentrent 80 % des élèves forts, donc « faciles » et d'autres 80 % des élèves faibles, donc « difficiles ». Il faudrait une meilleure répartition de ces derniers que directions et enseignants ont parfois tendance à se refiler, comme des « patates chaudes » plutôt que de relever le challenge de les prendre en charge.

J'en appelle à la responsabilité des écoles. Le décret inscriptions est un pas dans la bonne direction, mais il faut éviter que les conseils de classe évacuent certains vers des filières professionnelles, voire des écoles plus faciles ! Au Canada, les inégalités entre les écoles sont très faibles. »

> Inégalités sociales, mixité ou mobilité sociale et résilience : on peut mieux faire. Les élèves résilients sont ceux qui excellent dans leurs études malgré une situation socio-économique difficile. Où que l'on regarde, le constat est pire en Belgique que dans la plupart

des autres pays. Les Communautés française et flamande ont une mobilité sociale identique... inférieure à celle de la Communauté germanophone. La performance scolaire de l'élève y est deux fois moins liée à sa position sociale qu'en Flandre ou en Fédération Wallonie/Bruxelles (FWB). En Norvège, en Finlande ou au Canada, un enfant de milieu favorisé a deux fois plus de chances de faire partie des élèves forts. Le ratio est de 6 en FWB, de 7 en Flandre.

> La mobilité sociale plus faible dans le réseau libre. « Il y a égalité des chances face à l'école lorsque les résultats scolaires sont indépendants de l'origine sociale des élèves. Les pays comme la Belgique, avec une forte inégalité scolaire, sont aussi caractérisés par une faible mobilité sociale de l'école. À l'inverse, la Pologne ou le Canada ont une faible inégalité scolaire et une forte mobilité sociale. Elle ne se décrète pas, elle se construit progressivement », explique M. Hindriks qui s'est dit surpris que son étude révèle une mobilité plus élevée dans le réseau officiel que dans le libre et ce dans chaque communauté. « Au sein de l'officiel, les élèves défavorisés ont plus de chances de mieux réussir qu'au sein du libre. » Idem pour l'enseignement technique et professionnel par rapport à l'enseignement général. ●

DIDIER SWYSEN

Mobilité sociale et inégalités: la situation est encore pire en Flandre qu'en Wallonie... et dans le réseau libre que dans le réseau officiel

Plus de 11.000 enseignants non pensionnés ne se retrouvent plus devant leur classe

Nos enseignants sous-utilisés

Il est possible d'améliorer durablement les résultats des élèves défavorisés en agissant sur ce groupe suffisamment tôt et suffisamment fort, comme le démontrent les expériences au Canada, en Angleterre et au Japon, expliquent les auteurs de l'étude commandée par Itinera. « Cela requiert un effort pédagogique important et des compétences adéquates des enseignants. C'est la raison pour laquelle la formation et les compétences des enseignants sont cruciales », explique M. Hindriks. « La priorité politique doit aller au développement et à l'amélioration des pratiques pédagogiques, à une amélioration constante du travail en classe, au développement de la participation des parents et des élèves aux projets pédagogiques. »

Ce n'est pas déjà le cas en Belgique ? « Nous comptons parmi les pays avec le plus faible taux d'enseignants qui ont les qualifications re-

quises », cingle le prof de l'UCL qui ne veut, bien sûr, pas remettre en cause la qualité de la majorité des enseignants, ni leur bonne volonté. « En outre, ils ne parlent pas, ni ne collaborent suffisamment entre eux dans le secondaire. Eux-mêmes le disent dans les enquêtes. J'aimerais d'ailleurs comprendre où se situe la rupture, alors que la collaboration existe en primaire... »

Serait-ce un problème de moyens ? De taux d'encadrement ? Ici aussi, la réponse est cinglante !

HORAIRES PLUS FAIBLES

« La Belgique dépense, par élève, deux fois plus que la Pologne pour des résultats moyens à PISA, certes comparables, mais moins de mobilité sociale et plus d'inégalité scolaire. La Belgique dispose des taux d'encadrement (nombre moyen de profs

par élève) les plus élevés de l'OCDE. Ce que l'on sait moins c'est qu'elle

sous-utilise ses enseignants doublement. D'une part, ceux qui prestent le font avec un volume horaire par semaine plus faible qu'ailleurs. D'autre part, presque 10 % des enseignants ne prestent plus puisqu'ils sont « mis en disponibilité ». Ainsi pour la Communauté française, 5.312 enseignants sont en DPPR (disponibilités précédant la pension de retraite), 1.486 sont en congé pour

maladie, maternité ou infirmité, 1.037 sont en défaut d'emploi (sans emploi alors qu'ils sont « nommés »), 630 sont en mission, 38 en prestations réduites, 3.005 en « autre absence », ça fait 11.508 enseignants nommés qui n'ont pas atteint l'âge de la retraite et ne se retrouvent plus devant leur classe. Si on pensait à mieux utiliser les ressources existantes avant de solliciter toujours plus de moyens ? »

D.SW.

Une politique d'accompagnement nécessaire

La galère pour les familles avec un parent

La famille est une composante essentielle dans le parcours scolaire des élèves. Elle peut être un atout... comme un handicap, fait remarquer l'expert Hindriks. L'origine socio-économique des parents influence les résultats scolaires des élèves... Et les familles monoparentales n'échappent pas à la règle, bien au contraire !

« L'effet brut de la famille monoparentale est une baisse de 5 % des résultats scolaires en moyenne dans les pays de l'OCDE », lâche-t-il. « La Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) est dans la moyenne, tandis que la Flandre est en bas de classe-

ment avec une baisse de 8 % des résultats scolaires dans les familles monoparentales. Cette baisse de 8 % est équivalente, sur l'échelle PISA, à une année de retard scolaire. Seule la Turquie fait moins bien. Si l'on ajuste le niveau socio-économique de l'élève, la pénalité liée aux familles monoparentales (d'un même niveau socio-économique que la famille classique) est divisée par deux : soit 2,5 % dans l'OCDE et en Communauté française, contre 4 % en Communauté flamande, qui reste en bas de classement. »

L'effet des familles monoparentales diffère selon le genre de

l'élève, avec un effet négatif sur les résultats scolaires plus important pour les garçons que les filles.

POLITIQUE D'ACCOMPAGNEMENT

« En FWB, la différence de résultat entre filles et garçons de famille monoparentale donne un écart de 3 % par rapport à la moyenne. En communauté germanophone, l'écart est plus important, alors qu'en Flandre, il l'est moins. Pour l'ensemble de l'OCDE on tourne autour de 1 %. » Pour Jean Hindriks, il faut une politique d'accompagnement pour ces familles. ●

D.SW.